

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le  
20/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMCA**

Chemin de Livry  
BP19  
95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES

Code AIOT : 0006503634  
Héilos : 58369

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 PARAY VIEILLE POSTE. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 PARAY VIEILLE POSTE
- Code AIOT : 0006503634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburant Aviation -SMCA, située à Paray-Vieille-Poste, a pour activité l'approvisionnement, le stockage et la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly. Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées SEVESO seuil bas (Sb) en raison notamment du volume de stockage de carburants pour avion. Les activités du site relèvent des rubriques 4734-2 (Autorisation Sb), 1432-2 (Autorisation) et 4511 (non-classé).



**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite d'inspection du 18/11/2021 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux ;
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;
- Prescriptions relatives à la gestion des déchets ;
- Prescriptions relatives à la surveillance des rétentions.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suite de la visite du 16/11/2021	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Suite de la visite du 16/11/2021 NCN 6.1	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Suite de la visite du 16/11/2021 NC 4.5	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Suite de la visite du 16/11/2021 Obs1	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-5/6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite de la visite du 16/11/2021 NCN 4.	Arrêté Préfectoral du 29/06/1993, article 24	/	Sans objet
6	Suite de la visite du 16/11/2021 Obs5.1	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 26-5	/	Sans objet
7	Suite de la visite du 16/11/2021 Rq2.2	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	/	Sans objet
8	Suite de la visite du 16/11/2021 Rq5.1	Arrêté Préfectoral du 29/06/1993, article 32	/	Sans objet
9	Réception automatique de LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	/	Sans objet
10	Rétention des cuves	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-3	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a rééalisé la visite du site, il ressort de cette visite que des non-conformités constatées lors de la visite de 2021 ont été levées en partie, d'autres en revanche n'ont pas été levées sinon en cours de réalisation. Les constats faits sur le site le jour de la visite ne sont pas de nature à impacter la sécurité des installations, ni du personnel ou de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 16/11/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'inspection tuyauterie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrairement à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation le plan d'inspection des tuyauteries du site n'est pas finalisé, la non-conformité NCN 2.1 est maintenue. Le fait que les canalisations soient enterrées ne permet pas à ce stade d'en connaître l'état.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection du passage de la société MISTRAS les 6 et 7 décembre 2022 pour réaliser la visite de la tuyauterie. L'exploitant n'est pas encore en possession du rapport de contrôle et déclare élaborer un nouveau plan d'inspection qui intégrera les suites du passage de la société MISTRAS.  L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle de routine des tuyauteries, transmettre le nouveau plan d'inspection et le nouveau calendrier de mise en aérien des tuyauteries enterrées restantes La non-conformité notable NCN 2.1 sera levée à la réception des documents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 2 : Suite de la visite du 16/11/2021 NCN 6.1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> NCN 6.1 : Contrairement à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, le rapport APAVE du 5/03/2020 ne permet pas de justifier la conformité du site par rapport au risque foudre. L'exploitant indique que la société APAVE va effectuer un contrôle en décembre 2021 pour la vérification de la conformité des installations de protection contre la foudre. L'exploitant transmettra le document justifiant de la levée des non-conformités relevées dans le rapport vérification complète foudre APAVE 18 601 EVY 22056 00 Q du 16 au 28 novembre 2019 afin de justifier la conformité à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que la société APAVE a fait une vérification des installations de protection contre la foudre, le 03/08/2022. Le rapport transmis le 02/09/2022 mentionne 4 non-conformités qui ne sont pas encore levées. L'exploitant indique que les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE sont enregistrées dans la GMAO en demande d'intervention (DI), aucune action n'a été réalisée à ce jour.  L'exploitant doit mettre en place des actions permettant de lever les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE du 2/09/2022, afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations de protection contre la foudre. La non-conformité est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Suite de la visite du 16/11/2021 NCN 4.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/1993, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare que des actions correctives ont été mises en place pour lever les non-conformités présentes dans le rapport Q18 mais n'est pas en mesure de présenter le justificatif. L'exploitant indique que le rapport Q18, fait apparaître une NC sur le non raccordement à la masse qui a été levée à la suite de l'intervention de SDEL le 11/02/2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par la société APAVE, le 29/08/2022. Le rapport présenté mentionne des non-conformités que l'exploitant a levé avec le passage de la société ACE TECHNIC le 02/12/2022. L'exploitant a présenté le rapport Q18 du 29/08/2022 qui mentionne le risque d'incendie ou d'explosion. Des actions ont été mises en place par l'exploitant le 2/12/2022 pour lever les écarts constatés pendant le contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 4 : Suite de la visite du 16/11/2021 NC 4.5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 43 relatif à la protection incendie et Annexe 5 définissant les modalités de calcul du taux d'application d'extinction et durées pour les stratégies de lutte contre l'incendie ne prévoyant pas l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> En réponse à l'Obs 4.1 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant indique que les données de calcul justifiant les moyens mis en œuvre dans différents scénarios sont en cours de correction.  En réponse à l'Obs 4.2 de l'inspection du 18 novembre 2021 :: L'exploitant a présenté sur le calcul du taux d'application réalisée par une note du cabinet EGI. Cette note conclut : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la disponibilité du volume d'eau et d'émulseur nécessaire réglementairement pour l'extinction;</li> <li>- Pour le feu des cuvettes des bas 1 à 3 et 11 à 13, le volume d'eau total nécessaire est supérieur au volume de la réserve d'eau. Une réalimentation de la réserve incendie par l'un des 3 réseaux d'eau de ville disponible.</li> <li>- sur la nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes</li> <li>- sur la nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3.</li> </ul> L'exploitant déclare prendre en compte le nouveau taux d'application retenu qui sera intégré dans le POI qui sera modifié au mi-2023.  En réponse à l'Obs 4.3 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant déclare intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimenté dans le prochain POI, ainsi que pour les autres scénarios retenus sur le site.  Ces observations sont maintenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 5 : Suite de la visite du 16/11/2021 Obs1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens mobile
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection constate que le site ne dispose pas de raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles permettant de pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie, tel que requis par l'article 43-3-8 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié.
<b>Constats : Nc 4.1 bis:</b> L'exploitant déclare avoir eu des échanges avec le SDIS sur les besoins nécessaires pour la réalimentation du réseau DCI, en cas de dysfonctionnement de la pomperie par des moyens mobiles. Un document a été mis en place pour la réalisation des travaux dont la réalisation est prévue, selon l'exploitant, en mars 2023. L'exploitant déclare que le document préconise la mise en place de 4 piquages de diamètre nominal 100 afin de délivrer un débit de 340 m3/h.  L'inspection note que l'exploitant est en cours de consultation de prestataires pour la réalisation des travaux.  La non-conformité 4.1 bis est maintenue et sera levée lorsque l'exploitant transmettra le justificatif de la réalisation des travaux.  Obs 4.4: Le poteau incendie a été peint en rouge afin d'être cohérente à sa qualification.  Obs 4.5: L'exploitant a mis en place le plan et un panneau d'indication de l'état opérationnel des vannes (ouvert/fermé)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 6 : Suite de la visite du 16/11/2021 Obs5.1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 26-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conception tuyauterie d'emplissage ou de soutirage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Observation n°5.1 : Il convient que l'exploitant justifie que les dispositifs de fermetures présents sur les tuyauteries d'emplissage et de soutirage sont conformes aux exigences de l'article 26-5 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un document sur l'analyse de conformité des organes de sécurité sur les tuyauteries d'emplissage et de soutirage. L'exploitant déclare que les bacs sont équipés d'une double tuyauterie à l'exception du bac 21 qui n'en a qu'une. Chacune de ces tuyauteries dispose d'un robinet automatique de mise en sécurité piloté par un actionneur commandable à distance. L'exploitant a fait démonter les vannes du bac 3 pour vérification auprès du fabricant. Une détérioration sur les vannes a été relevée. L'exploitant note qu'au regard de l'âge et de l'arrêt de fabrication des équipements, un remplacement de l'ensemble des vannes de tous les bacs est nécessaire. Un planning de remplacement des organes de sécurité devant s'étaler jusqu'à fin 2023 a été transmis en mars 2022 et suite au délai de fabrication, ce planning sera modifié.  Chaque tuyauterie sera équipée d'un clapet de sécurité et d'une vanne d'exploitation motorisée. Le clapet, commandable à distance et à sécurité positive, sera à battant équipé d'un système de sécurité, utilisé normalement ouvert. En cas d'incendie, il se ferme automatiquement pour maintenir le fluide à l'intérieur du réservoir afin qu'il ne puisse pas alimenter le feu. qui seront constitués.  L'exploitant va transmettre le nouveaux planning de remplacement des organes de sécurité. D'ici au remplacement de ces organes, l'exploitant a engagé des actions de surveillance et de maintenance permettant d'assurer la disponibilité et le bon fonctionnement de ces derniers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 7 : Suite de la visite du 16/11/2021 Rq2.2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des cuves
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> RQ2.2 : L'exploitant a présenté le registre de suivi des bacs, qui indique que seuls les bacs 2, 3 et 11 n'ont pas fait l'objet d'une surveillance décennale. L'inspection a procédé par un contrôle par sondage du bac 1 ; le registre ne mentionne pas l'ensemble des travaux réalisés sur le bac 01.
<b>Constats :</b> Concernant le bac 1, l'exploitant a présenté le PV de réception du 20/06/2019 et le rapport de contrôle décennal qui confirme les travaux réalisés sur le bac 1. L'exploitant a présenté le registre de suivi des bacs avec les différentes périodicités des contrôles et vérification renseigné sur la GMAO
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Suite de la visite du 16/11/2021 Rq5.1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/1993, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> RQ5.1 : Le registre déchets au format informatique ne mentionne pas le traitement final des déchets présent sur le bordereau n° 504-E475215.  La remarque est reformulée en ce sens : RQ 5.1 bis : L'exploitant devra faire figurer les quantités de déchets produits par le site sur son registre déchets.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le registre déchet présent dans la GMAO, celui-ci est bien renseigné et reprend l'ensemble des items prévus dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Réception automatique de LI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif de mesure de niveau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception) ;</li> <li>- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :</li> <li>- indépendante du dispositif de mesure de niveau ;</li> <li>- installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;</li> <li>- programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :</li> <li>- génère une alarme visuelle et sonore ;</li> <li>- génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;</li> <li>- stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;</li> <li>- positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;</li> <li>- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :</li> <li>- indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;</li> <li>- installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;</li> <li>- programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;</li> <li>- positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare que tous les réservoirs sont équipés de dispositifs de mesures de niveau de sécurité : niveau de sécurité haut et niveau de sécurité très haut, niveau d'exploitation. Ces éléments constituent des mesures de maîtrises de risques (MMR).</p> <p>L'exploitant déclare que tout dysfonctionnement lors des opérations d'emplissage entraîne le déclenchement des alarmes reliées aux MMR.</p> <p>L'exploitant indique réaliser des contrôles internes mensuellement et réglementaires des MMR, notamment les niveaux de sécurité (niveau d'exploitation, niveau de sécurité haut et niveau de sécurité très haut). Le dernier contrôle a été réalisé en octobre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Rétention des cuves**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>. L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions sont étanches, et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis.</p> <p>Les rétentions associées à des liquides inflammables répondent aux dispositions du point 22-1 du présent arrêté.</p> <p>« Elles font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée.</p> <p>« Les parois des rétentions sont incombustibles.</p> <p>« Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30. »</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare que les capacités de rétentions du site sont suffisamment dimensionnées et sont disponibles en permanence. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'ensemble des cuvettes de rétentions et même la rétention déportée était vide et dans un bon état de propreté.</p> <p>Ces cuvettes de rétentions sont en béton, sans membrane et font l'objet de visite annuelle approfondie. La dernière visite est du 29/08/2022 ; le rapport de visite ne mentionne aucune non-conformité, en dehors d'une observation sur des désordres de type D1, sans gravité.</p> <p>L'exploitant indique qu'il existe une procédure exécutée lors de la prise de poste quotidienne du chef de quart qui permet notamment de vidanger les cuvettes et de vérifier l'étanchéité des vannes de purge.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Rétentions déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif d'extinction des effluents enflammés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Dispositif d'extinction des effluents enflammés</p> <p>« Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. « Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pareflamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant informe que la rétention déportée du site est équipée d'un dispositif passif d'extinction des effluents enflammés composé d'un siphon rempli d'eau dans le fond qui permet d'éteindre les effluents enflammés qui seraient orientés vers la rétention.</p> <p>L'exploitant déclare que la ronde quotidienne exécutée par les opérateurs permet de vérifier la présence et le niveau d'eau dans les 4 siphons.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans Suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Rétentions déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-5/6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction des effluents en rétention déportée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« 21-5. Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« 21-6. L'exploitant intègre au plan d'intervention et consignes incendies prévues à l'article 43-6 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manoeuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.</p> <p>« Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé en 2022 des contrôles par camera pour vérifier l'état des dispositifs de drainage (6 canalisations) et d'extinction (4 syphons). Ce premier contrôle a permis de constater le bon état de ces dispositifs.</p> <p><b>Observation :</b> Ce premier contrôle étant réalisé, il est demandé à l'exploitant de définir la périodicité de l'examen réalisé permettant d'évaluer périodiquement l'état de ces dispositifs et d'engager si nécessaire les actions de maintenances appropriées.</p> <p>L'inspection constate que l'ensemble des dispositifs d'extinction et de drainage sont passifs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois